



16^{ème} Conférence de l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP) sur « Bonne gouvernance et participation citoyenne inclusive »

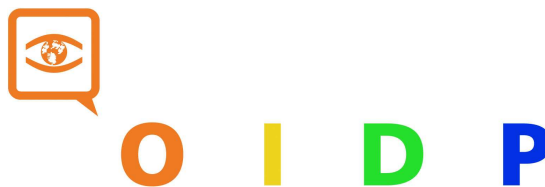
Note de synthèse

Les 4, 5 et 6 mai derniers s'est tenue à Matola, au Mozambique, la 16e conférence de l'OIDP avec la participation de plus de **1 500 personnes en provenance de 200 villes et 40 pays**. Le président du Mozambique, **Filipe Nyussi**, a participé à la cérémonie officielle d'ouverture, en compagnie de **Carmelita Namashulua** Ministre de l'Administration et de la Fonction publique, **Calisto Cossa**, Maire de Matola et président de l'OIDP, **Raimundo Diombe**, gouverneur de la province de Maputo, et **Bachir Kanouté** Coordinateur pour la Région Afrique de l'OIDP.

Allocution d'ouverture du Président de la République de Mozambique, SE Filipe Nyussi :



La conférence, portant sur le thème général « **Bonne gouvernance et participation citoyenne inclusive** », a connu les temps forts des cérémonies d'ouverture et de clôture, de l'assemblée générale de l'OIDP et des visites techniques des expériences participatives de Matola. Les travaux ont été organisés autour de deux séances plénières et 6 groupes de travail. Plus de 1500 participants venant de 43 pays et 201 villes. Le public était composé de plusieurs maires, conseillers et hauts dirigeants municipaux, ainsi que des représentants de



la société civile, des chercheurs universitaires et représentants de partenaires techniques et financiers ont présenté des communications pendant les différentes séances.

Photos de l'événement sur [Flickr](#), [Facebook](#) et sur le [site de la Conférence](#)

Pour télécharger quelques-unes des présentations des intervenants, cliquer ici : [lien](#)

La première plénière, sur le thème « le panorama mondial de la bonne gouvernance et la participation citoyenne », voulait faire une synthèse des tendances dans les différentes régions du monde. La plénière a été modérée par Mme le Ministre de l'Administration et de la Fonction publique, *Carmelita Namashula* et a compté avec les panélistes suivants:

- **Tagir Assimo Carimo:** maire de Pemba et président de l'ANAMM (Association des municipalités du Mozambique) a présenté la situation et l'enjeu de la participation citoyenne au Mozambique.
- **Deise Martins:** Directrice des relations internationales de Canoas, Brésil, qui a exposé le contexte en Amérique du Sud et le cas de Canoas.
- **Bachir Kanouté:** Coordinateur de l'OIDP Afrique, qui a présenté l'implantation du budget participatif dans le continent africain.
- **Michelangelo Secchi:** chercheur du CES (Centre d'Études Sociaux) de Coimbra (Portugal) a fait un exposé sur le contexte politique européen et la gouvernance participative.
- **Dominique Ollivier:** Présidente de l'Office de Consultation Publique de Montréal, Canada, qui a présenté des différentes formes de participation citoyenne dans les villes de l'Amérique du Nord.
- **Shin Gyangu** de la mairie de Gwangju, Corée du Sud, qui a expliqué la situation d'une jeune démocratie émergente, qui met l'accent sur la culture et les droits humains.

Michelangelo Secchi fait son exposé dans la première plénière:



Les principales idées qui ont émergé des présentations et des interventions :

- L'**accès à l'information** est un élément important de la bonne gouvernance et la démocratie participative. Il faut penser à institutionnaliser l'accès aux d'information et les outils.
- Il est essentiel de penser à **réduire l'excessive bureaucratization** de l'administration pour promouvoir la bonne gouvernance et participation citoyenne.
- Nécessité de trouver les moyens **pour mettre en œuvre la décentralisation financière** pour compléter la décentralisation politique (Actuellement les transferts de compétences vers les municipalités ne sont pas accompagnés de transferts de ressources financières),
- La promotion de **l'éducation des citoyens dans des valeurs participatifs** pour faciliter la gouvernance des communes et les processus participatifs.
- Au plan politique, nécessité de réfléchir sur **la participation effective de l'opposition** dans les processus de participation promue par les gouvernements locaux. Nous devons être en mesure de gérer et de normaliser les relations entre les partis au pouvoir et l'opposition, en particulier éviter l'instrumentalisation ou les boycotts de ces processus.
- L'idée d'établir un **cadre réglementaire pour la participation citoyenne** et le budget participatif a été discutée, mais il ne faut pas courir le risque d'institutionnaliser trop la participation et la limiter.



Dans l'après-midi du premier jour, ont eu lieu deux groupes de travail en parallèle: un sur **Art et Démocratie** et l'autre sur les **Budgets Participatifs**.

La **table ronde sur Art et Démocratie** organisé par l'Institut Supérieur des Arts et Culture de de Maputo a été animée par **Mahamude Amurane** (Mozambique) et avait comme conférenciers à **Estevão Limimão**

(Mozambique), **Caron Atlas** Directrice de la Fondation *Arts & Democracy* basé à New York (États-Unis), **Filimone Meigos**, rédacteur culturel et membre de l'Associations des Écrivains du Mozambique (*Associação dos Escritores Moçambicanos*) (Mozambique), **Fernando Paulo Ferreira** adjoint au maire de Vila Franca de Xira (Portugal), **Isau Meneses** chanteur du Mozambique, **Victor Salas** (Mozambique) : Directeur de la Facultés de Arts à Maputo et **Rufas Maculuve**, musicien et chercheur du Mozambique.

Dans cet atelier ont été présenté des expériences artistiques qui défendent les valeurs démocratiques et la dynamique participative, et la relation entre l'art, la culture et la démocratie.



Le groupe de travail sur le **Budget Participatif** a été modéré par **Carles Agustí** de Barcelona (gouvernement supra-local de Barcelone en Espagne) et a eu les orateurs suivants:

- **Carlos Siegle de Souza**: Secrétaire adjoint de la gouvernance locale de Porto Alegre (Brésil)
- **Mme Celia Cumbe**: conseillère des finances de Maputo (Mozambique)
- **Michelangelo Secchi**: chercheur du CES de Coimbra et membre du projet Empatia (Italie)
- **Leonardo Bulhões**: Secrétaire de la participation sociale de Caruaru (Brésil)
- **Sibusiso Mathonsi**: maire de Mbombela (Afrique du Sud)
- **Mme Rondromalala Sylviane Andriamahaso**: maire d'Ampasy (Madagascar)
- **Mme Esperance Mwamikazi** Député provinciale de la République Démocratique du Congo
- **Mme Jelena Gregoriosis**: chercheur à l'Institut néerlandais pour la démocratie multipartite.

Les principales idées développées au cours de cette session ont porté sur : la centralité du budget participatif dans les communes qui le réalisent, qui sert de source d'inspiration collaborative. La nécessité d'améliorer les mécanismes de dialogue entre les gouvernements et les citoyens pour renforcer la confiance mutuelle a été également soulignée. Les orateurs ont convergé que le budget participatif est une forme de démocratisation de la démocratie elle-même, puisque chaque citoyen peut faire partie de la solution des principaux problèmes de sa communauté.

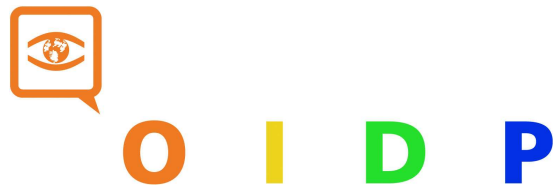
Carlos Siegle fait sa présentation dans le groupe de travail sur les budgets participatifs:



Au cours de la deuxième journée de la Conférence, Jeudi 5 mai, c'est déroulé l'Assemblée Générale de l'OIDP, les visites techniques aux expériences participatives de Matola (suivis des travaux des investissements issus des processus de budget participatif et rencontre des populations avec les conseillers municipaux), et les séances de ateliers parallèles 3 et 4.

Le groupe de travail 3 "Participation Citoyenne à travers la consultation publique et la planification participative" a été animée par **Oscar Monteiro** leader historique de l'indépendance du Mozambique et professeur de droit constitutionnel. Les conférenciers ont été:

- **Edurne Irigoien** : directrice de Cabinet du Département de coordination territoriale et associations de la Mairie de Madrid (Espagne)
- **Eva Ramírez** : député à l'Assemblée provinciale de Buenos Aires (Argentine)



- **Rocío Lombera:** présidente du Centre opérationnel du logement et de la population - COPEVI (Mexique)
- **Mousa Shaer :** maire d'Aizaria (Palestine)
- **Luti Guedes:** directeur de Lab Rio (Brésil)
- **Anselmo Martins Figueira :** conseiller des finances de Dondo (Mozambique)

Les participants ont présenté les expériences de leurs villes liées à la planification participative et à l'innovation. **Luti Guedes** a présenté les initiatives innovantes que la Municipalité de Rio a impulsé pour impliquer les citoyens et qui sont conçus à Lab Rio (un laboratoire d'innovation des politiques publiques de forme collaborative avec les citoyens), un espace créé après les manifestations populaires qui a connu le Brésil en 2014 qui ont montré le détachement de la citoyenneté avec les forces politiques traditionnelles.

Edurne Irigoien a exposé quelques-unes des initiatives que le nouveau gouvernement de Madrid (élu en mai 2015) a commencé à développer pour changer la façon que les politiques sont conçues et mises en œuvre. En particulier, elle a présenté la plate-forme numérique Decide Madrid où les citoyens peuvent proposer des actions, ainsi que commenter et voter les propositions des autres citoyens. Cette plateforme est basée sur le logiciel libre pouvant être reproduit par d'autres villes. **Eva Ramírez** a centré son intervention sur *l'audience publique*, une instance de participation pendant le processus de prise de décision administrative ou législative, dans laquelle l'autorité responsable permet un espace institutionnel pour tous ceux qui pourraient être affectés ou qui ont un intérêt particulier, pour exprimer leur opinion.

Mousa Shaer a affirmé que la situation socio politique en Palestine est très compliqué à cause de l'occupation et selon les Maire «*nos gens utilisent la participation politique comme un outil de lutte contre l'occupation* ». **Rocío Lombera** a exposé des cas de planification participative dans les questions de logement, et a défendu la participation des enfants et des jeunes dans les affaires communautaires. Finalement **Anselmo Matins** avec l'exemple de Dondo a montré que la planification participative est nécessaire pour impliquer et organiser la communauté ainsi que réussir un développement qui tient en compte vraiment les besoins et des droits des personnes de base.

Eva Ramírez fait sa présentation dans le groupe 3:



Le groupe de travail 4 a travaillé des “formes et des expériences de suivi et d’évaluation de la participation citoyenne », fut modéré par **Eduardo Ngoenha** de Mozambique et les conférenciers étaient:

- **Victor Nataniel Naacifo:** Angola
- **Jeremy David Gorelick:** Expert sur les questions de développement de la Banque Mondiale, GIZ et CGLU (États-Unis)
- **A Louis Helling:** Impact Portugal
- **Rudovina Bernardo:** Mozambique
- **Renato Silva:** Mozambique
- **Rodrigo Rangel:** coordinateur d’ObservaPoa, l’Observatoire de la ville de Porto Alegre (Brésil)
- **Victor Arroyo:** Brésil

Les formes de suivi et d’évaluation dépendent du contenu que nous donnons à la participation comme un principe fondamental dans une démocratie. La participation s’étend de la conceptualisation à la planification jusqu’à la mise en œuvre et l’évaluation. D’autres aspects essentiels sont la définition que nous donnons à la participation, les facteurs favorables et défavorables à la participation et le principe de l’inclusion.

Le suivi ou évaluation doivent être fondées sur la **définition d’indicateurs** qui permettront de faire le suivi et mesurer l’impact et l’efficacité des actions déployés. Ces indicateurs doivent être mesurables, et c’est également fondamental de savoir quel est le problème que nous voulons résoudre grâce à la participation. La garantie juridique de l’accès à l’information est essentielle pour permettre aux citoyens d’effectuer un contrôle et un suivi efficace.

La dernière journée de la Conférence, vendredi 6 mai, a enregistré la deuxième plénière, les groupes de travail 5 et 6 et la cérémonie de clôture avec la remise du prix meilleur pratique de l’OIDP et des mentions.

La 2^{ème} Plénière « participation citoyenne, nouvelle agenda urbaine et financement des services de bases » a été modéré par **Adriano Melaine**, Ministre de l’Économie et des Finances du Mozambique et les conférenciers ont été:

- **Mme Anne-Lucie Lefebvre**: spécialiste du secteur publique de la Banque Mondiale
- **Joost Möhlmann**: responsable du programme d’ONU – HABITAT au Mozambique
- **Nobre de Jesus Canhanga**: responsable du programme de gouvernance locale de la Coopération Suisse au Mozambique
- **Sven Kühn von Burgsdorff**: ambassadeur de l’UE au Mozambique
- **Tomás Matola**: Président de la Banque Nationale de l’Investissement (Mozambique)
- **Mme Sara Hoeflich**: Chargée de CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis).

Les conférenciers ont débattu sur l’adoption du nouvel agenda urbain et la nécessité d’introduire des éléments de gouvernance participative dans son développement. Ils ont parlé du lien entre le développement et la planification participative. **Sara Hoeflich** de CGLU a présenté les objectifs de développement durable (ODD), et a projeté une [vidéo](#) sur l’objectif 16, développé en collaboration avec l’OIDP.

Sara Hoeflich fait une exposition sur les Objectifs de développement durable (ODS) :



Grupo 5: “Participation Citoyenne à travers des plateformes numériques, réseaux sociaux et des radios communautaires » modéré par *Abdoulaye Timbo* maire de Pikine (Sénégal).

Mike Davies de l’Alliance *International des Habitant* a présenté [Smart Harare](#) une plate-forme en ligne où les populations peuvent porter plainte avec des photos des incidences ou problèmes de la ville, avec sa géolocalisation pour collaborer avec le gouvernement municipal pour l’amélioration de la ville. *Hassan Hmani* adjoint au maire de Nanterre (France) a souligné que sa commune fait le pari politique pour la démocratie participative et qu’il faut profiter des nouvelles technologies comme des canaux pour amener les citoyens à la politique. *Will Derks* de l’Institut néerlandais pour la démocratie multipartite a présenté des initiatives visant à soutenir la consolidation de la pluralité politique dans les jeunes démocraties en consolidation.

Fernando Pindado a expliqué l’engagement du nouveau gouvernement municipal de Barcelone (élue en mai 2015) avec la participation citoyenne, comme le montre l’ambitieux processus participatif lancé pour l’élaboration du Plan d’Action Municipal (la plan d’action de la mairie pendant le mandat de 4 ans) qui comprenait la plate-forme numérique [Decidim Barcelona](#) basé sur le logiciel libre de Madrid.

Fernando Pindado, Directeur du Secteur des droits à la citoyenneté, la participation et la transparence de la Ville de Barcelone:



Dominique Ollivier, présidente de l’OCPM (Montréal, Canada) a expliqué comment ils ont utilisé une plate-forme numérique pour le processus de discussion pour réduire la dépendance de la ville aux énergies fossiles, la plate-forme en ligne a été également combinée avec des réunions et des ateliers présentiels. **Gilles Pradeau** a présenté un ensemble d’outils participatifs qui sont basés sur des applicatifs numériques. [Ici](#) vous pouvez retrouver sa présentation.

Groupe 6: “Éducation citoyenne pour la participation et le suivi, et inclusion de la perspective de genre”

- **Andrés Falck**: directeur de Consortium Local – Global (Espagne)
- **Juan Tons**: maire de la municipalité de la Paz, Canelones (Uruguay)
- **Mme Alba Doblás**: Conseillère de la mairie de Córdoba (Espagne)
- **Moussa Ndiaye**: maire de Keur Baka (Sénégal)
- **Jean Andrianaivo**: maire d’Alakamisy Fenoarivo (Madagascar)

Les panélistes ont présenté des expériences de l’éducation à travers la participation des jeunes, afin de transmettre des valeurs démocratiques et inclusifs. L’inclusion des groupes vulnérables à travers la participation est aussi un défi de nos villes.

Distinction OIDP « Bonne pratique en participation citoyenne »

Dans le cadre de la cérémonie de clôture de la conférence, le secrétariat général de l’OIDP, dirigé par la mairie de Barcelone, a présenté les résultats de la [dixième édition du prix des bonnes pratiques de l’OIDP](#).



À cette occasion, 36 villes et gouvernements de 15 pays ont présenté leurs candidatures au prix de l'observatoire. La distinction est revenue à la ville de **Canoas** (aire métropolitaine de Porto Alegre au Brésil), pour son système transversal de participation citoyenne qui inclut le budget participatif, les conseils sectoriels et territoriaux, les rencontres du maire et des conseillers avec les habitants et d'autres outils de participation.

La ville de **Montréal** (Québec, Canada) a été finaliste du prix pour un processus participatif pour réduire la dépendance des énergies fossiles qui visait à trouver des solutions de manière délibérative sur des aspects comme le transport, l'urbanisme, l'environnement ou l'activité économique. D'autre part, 5 villes ont été récompensées par une mention spéciale : **Ampasy** (Madagascar) pour le budget participatif qui redistribue les revenus issus de l'exploitation minière ; l'**observatoire basque du logement** (Espagne) pour la planification participative de la politique d'habitat ; **Palmela** (Portugal) pour le projet « jo participo » ; **Plaine Commune** (France) pour un projet innovant d'évaluation participative de l'impact sur la santé de grands travaux d'infrastructures ; et **Rumiñahui** (Équateur) pour son système de participation.

Dans ce [lien](#) vous trouverez le document final avec les résumés des 36 candidatures présentés.



L'antenne régionale de l'OIDP en Afrique a délivré les mentions

Les mentions d'honneur ont été délivrées à différentes catégories d'acteurs institutionnel pour s'être distingués dans le soutien à la promotion de la démocratie et la participation citoyenne en Afrique.

- **Catégorie Société Civile** : au **Réseau du budget participatif du RD Congo**, pour l'ensemble des efforts déployés par cette organisation de la société civile congolaise pour la promotion de la Démocratie Participative et l'enracinement du budget participatif en République Démocratique du Congo
- **Catégorie Gouvernements** : au **Ministère de la Gouvernance Locale, Développement et Aménagement du Territoire du Sénégal** pour les réformes engagées pour l'approfondissement de la décentralisation et la promotion de la participation citoyenne dans la gouvernance publique au Sénégal,
- **Catégorie Partenaire au développement** : **Banque Mondiale** pour le soutien et l'appui apporté au lancement et mise à l'échelle du budget participatif à Madagascar ayant abouti à la création du plus grand réseau africain du budget participatif, comptant plus de 220 communes membres.
- **La catégorie institution universitaire et centre de recherche** : n'a pas été délivrée



Des mentions de remerciement ont également été délivrées

- Au **Gouvernement de Mozambique** pour tout le soutien dans l'organisation de la 16^{ème} Conférence OI DP à Matola et la promotion de la démocratie Participative au Mozambique.
- Au **Maire de la Ville de Matola** pour la parfaite organisation de la 16^{ème} conférence OI DP, la première conférence en terre d'Afrique et la promotion de la démocratie participative en Mozambique avec le lancement du réseau national du budget participatif.

Assemblée générale de l'OIDP.

L'assemblée générale de l'OIDP s'est tenue le 05 Mai, présidée par Calisto Cossa, maire de Matola et président de l'observatoire, et **Fernando Pindado**, en représentant du secrétariat général de l'OIDP. Au cours

de l'assemblée ont été présentés les rapports de gestion de la présidence (*Calisto Cossa*), du secrétariat général (*Adrià Duarte*), de la coordination africaine (*Bachir Kanouté*) et d'Amérique latine (*Rodrigo Rangel*).

Mme Dominique Ollivier, présidente de l'OCPM (Office de consultation publique) de Montréal, a présenté la candidature de la ville de Montréal à la présidence de l'organisation, candidature acceptée à l'unanimité par les membres présents. Les membres ont ensuite délibéré sur les activités à effectuer et les défis et opportunités de l'OIDP.



Lancement du réseau national de budget participatif

La présidence annuelle de l'OIDP de Matola a fait que de nombreuses villes du Mozambique se sont intéressées aux politiques participatives et se sont inscrites à l'OIDP afin de pouvoir obtenir des informations et des conseils sur les politiques de gouvernance et de participation. La ville de Matola a justement reçu la collaboration de la ville de Canoas (présidence de l'OIDP en 2014) en matière de pratiques de participation citoyenne et gestion par le biais d'un projet de coopération entre le Brésil et le Mozambique. L'OIDP a parmi ses objectifs d'être un réseau de villes qui partagent des modèles, des outils et des informations sur les politiques publiques dans le domaine de la participation et de la gouvernance.

Pour coordonner toutes ces villes du Mozambique, le 3 mai, avant la conférence, s'est tenu un séminaire national en présence de tous les maires et dirigeants des villes, lors duquel fut lancé le réseau de budget participatif du Mozambique.